

**ENVIRONNEMENT
ENJEUNESSE**
UNE GÉNÉRATION
QUI POUSSE!

23 ans d'action pour et par les jeunes

**Projet de centrale à cycle combiné du Suroît à
Beauharnois par Hydro-Québec :
Vers le développement durable de solutions
énergétiques viables ou d'une pollution accrue ?**



Mémoire déposé au Bureau d'Audiences Publiques en Environnement (BAPE)

Dans le cadre des audiences sur le Projet de centrale à cycle combiné du Suroît
à Beauharnois par Hydro-Québec

Préparé par
René Coignaud
Administrateur, responsable du dossier changements climatiques

Qui sommes-nous?

Créée en 1979, ENvironnement JEUnesse (ENJEU) est un organisme environnemental pour et par les jeunes qui a pour mission de stimuler le développement d'une conscience écologique chez les jeunes et de les soutenir dans leurs actions environnementales. ENJEU est un réseau québécois de jeunes, de groupes de jeunes et d'intervenants qui oeuvrent en éducation relative à l'environnement. ENJEU, c'est aussi la voix des jeunes pour faire connaître leurs positions, leurs espoirs, leurs préoccupations et leurs solutions concernant les enjeux environnementaux actuels.

Nos objectifs sont les suivants :

- ❑ Développer les connaissances, les attitudes et les habiletés des jeunes;
- ❑ Informer et former les jeunes;
- ❑ Rassembler et motiver et favoriser les échanges entre jeunes;
- ❑ Concevoir, diffuser et mettre à jour des outils pédagogiques;
- ❑ Participer à des consultations et des débats sur les enjeux environnementaux.
- ❑ Soutenir les jeunes dans leurs actions environnementales concrètes
- ❑ Faire connaître point de vue des jeunes sur les questions environnementales

Une panoplie de thématiques est couverte par nos activités d'animation, de formations, de conférences, d'ateliers, de kiosques, colloques et autres. Entre autres, nous abordons les enjeux alimentaires, les déchets-ressources, les changements climatiques, le transport durable, l'eau, la gestion environnementale en milieu scolaire et autres questions d'éducation relative à l'environnement.

René Coignaud est administrateur, responsable du dossier changements climatiques. Il est étudiant à l'Université d'Ottawa en Études de l'Environnement.

Que fait-on dans le décor ?

Notre intérêt pour les enjeux énergétiques date d'il y a longtemps. Nous menions en 1988-1989, notre première tournée de sensibilisation à ce sujet dans des écoles du Québec. C'est en 1990-1991 que nous avons fait notre première tournée de sensibilisation aux changements climatiques. Plusieurs de nos projets en milieu scolaire ont pour effet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie. Nommons notre programme de transport durable qui permet de promouvoir des habitudes de transport écologiques. Nous avons également initié une coalition de plus de cent organisations et parlementaires membres en faveur de la ratification rapide du Protocole de Kyoto, sans nouvelles concessions. Nous lancerons sous peu une vaste campagne afin d'engager la population, en particulier les jeunes, à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), la Loto-Kyoto. ou encore nos initiatives de recyclage qui permettent d'éviter la consommation d'énergie nécessaire à la production de nouveaux produits.

Nous avons également présenté à plusieurs reprises notre vision, notamment énergétique, au BAPE. En 1995, lors des audiences sur l'énergie, notre bureau national ainsi que trois groupes locaux avaient déposé un mémoire et un de nos administrateurs de l'époque, Philip Dunsky, avait été commissaire.

Plus fondamentalement, nous sommes jeunes et ressentons l'urgence d'agir pour préserver notre planète.

Être leaders de la médiocrité ou des solutions d'avenir ?

Les changements climatiques sont actuellement un dossier très « chaud ». Il est beaucoup question du Protocole de Kyoto. Dans toute la tourmente autour de la décision de ratifier ou non l'accord ainsi que les moyens d'atteindre les objectifs de la première période d'engagements, le fait qu'il s'agit uniquement d'une première période d'engagement est regrettamment occulté. Cette première période d'engagements représente bien peu par rapport à la tâche à accomplir et ce n'est pas véritablement son but. Nous la voyons surtout comme un tour de réchauffement et d'apprentissage, un peu comme des coureurs font un tour de piste pour se familiariser avec son parcours avant la réelle course. Et c'est d'une réelle course dont il est question. Il est généralement reconnu que des réductions de l'ordre de 60% à 80% des émissions au niveau global sous les niveaux de 1990 sont nécessaires pour maintenir les dommages à un niveau contrôlable. Il est donc essentiel pour nous que la prochaine décennie marque le début d'un changement de fond dans nos habitudes de production et de consommation d'énergie. L'objectif qui doit guider nos actions est celui de la stabilisation du climat, bien plus que celui de l'objectif de la première période d'engagements. *Nos décisions à long terme doivent être guidées par des objectifs à long terme.*

Avec le Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg qui est derrière nous, le bilan négatif de l'état de la planète depuis dix ans et les nombreux défis environnementaux qui attendent particulièrement la jeunesse, il devient impératif de tout mettre en œuvre collectivement pour que les tendances destructrices de l'humanité affectant notre milieu de vie soit renversé de manière urgente et sans équivoque.

Le développement de la filière thermique au gaz naturel, source intense de gaz à effet de serre est donc incompatible avec les objectifs que nous venons d'énoncer.

Nous jugeons pathétique toute l'argumentation voulant que le Québec puisse se permettre de polluer davantage parce qu'il pourra se rattraper ailleurs. Cette logique de médiocrité ignore l'ampleur du défi à relever et favorise cette trop fameuse recette qui consiste à léguer aux générations à venir la facture amère des choix présents.

La pollution atmosphérique est victime d'un double incitatif pervers qu'il nous faut corriger. En effet, alors qu'il y a des coûts à l'enfouissement et que les déchets solides sont encombrants, il est permis d'émettre gratuitement en toute quiétude des gaz qui affectent le climat. Heureusement, le Protocole de Kyoto viendra vraisemblablement mettre un prix à la pollution atmosphérique affectant le climat. De toute évidence, comme pour les coûts de l'enfouissement, ce prix ne réussira jamais à traduire réellement les dommages ni les questions de justice entre les générations. Néanmoins, ce sera tout de même un début. D'autre part, la logique mène à penser que ce coût des émissions ira heureusement en augmentant avec le temps, alors que des actions plus musclées seront prises. À voir la longueur de la vision d'Hydro-Québec dans ce dossier, nous serions bien surpris que cet élément ait été pris en compte.

Maintenant que nous avons expliqué ce dont nous ne voulons pas, que voulons-nous ?

Nous voulons que le Québec prenne au sérieux les enjeux des changements climatiques. Cela exige de viser l'objectif de la stabilisation du climat, par le biais du processus dont la première période d'engagements du Protocole de Kyoto fait partie. Il faudrait viser des réductions de l'ordre de 60 à 80% sous les niveaux de 1990, d'ici la fin du siècle, avec l'essentiel de la tâche complétée d'ici la moitié du siècle.

Le Québec a été et demeure un leader mondial dans le domaine de l'hydro-électricité. À une époque, notre approche était avant-gardiste. L'expertise québécoise dans le domaine a été vendue partout dans le monde. Il nous faut avoir la vision de saisir les opportunités du prochain siècle, notamment l'efficacité énergétique et des formes d'énergie comme l'éolienne. Des leaders ne s'assoient pas sur leurs victoires passées, il regarde toujours vers l'avant.

À notre grand désarroi, nous voyons très peu d'efforts visant l'efficacité énergétique. Nous voyons très peu d'efforts pour développer la filière éolienne au Québec, malgré le potentiel qui semble exceptionnel. Enfin, nous exportons de l'énergie alors nous devons bien avoir des surplus. Alors, qu'à la limite, il peut être défendable que les exportations d'hydro-électricité ont un effet bénéfique pour l'environnement, l'argument n'est pas tellement digne d'être considéré lorsqu'il s'agit de gaz naturel.

Recommandations :

- 1- Abandon du projet de développement de la filière gazière.
- 2- Développement prononcé et soutenu d'initiatives d'efficacité énergétique.
- 3- Développement de l'énergie éolienne.